



Dans certains départements, les soignants se disent inquiets

Les difficultés d'approvisionnement mettent en péril les tournées des médecins et infirmiers, et pèsent sur les soins aux patients

Ils sont infirmiers libéraux, médecins, ambulanciers et se rejoignent autour d'une même inquiétude : que la pénurie de carburant « s'enlise ». Ce qu'ils réclament, à ce stade, c'est de bénéficier d'une « priorité au ravitaillement » en essence, pour ne pas mettre en péril leurs « tournées ». Mais aussi de la « clarté » dans la gestion de cette crise.

« Dans certains territoires, des stations-essence ont été réquisitionnées pour les professions prioritaires, dans d'autres, elles ne le sont pas, observe Daniel Guillerm, président de la Fédération nationale des infirmiers (FNI). Même si tous les départements ne sont pas touchés de la même manière, cette gestion au cas par cas ajoute de la confusion à la confusion. »

La « géographie de la pénurie » couvre les Hauts-de-France, l'Île-de-France, le Grand Est et l'Occitanie principalement : « Dans ces territoires, entre le tiers et la moitié des collègues nous disent rencontrer des difficultés d'approvisionnement. » Avec le risque de ne plus pouvoir se rendre chez leurs patients et, partant, de mettre leur santé en danger.

Autre syndicat d'infirmiers, mêmes échos, ou presque : « On reçoit des appels tous les jours de collègues qui redoutent que ça aille de mal en pis, rapporte John Pinte, président du Syndicat national des infirmiers libéraux (Sniil). Quand bien même les difficultés ne sont pas partout, il ne nous semble pas de trop de réclamer la réquisition de quelques stations-service dans tous les départements. C'est une urgence ! »

« Jeu de ping-pong »

Mais « qui décide de quoi ? » La question résonne sur le terrain, pas seulement parmi les infirmiers. « Des difficultés d'approvisionnement, on en a connu ces vingt dernières années. Ce qui nous étonne, aujourd'hui, c'est le manque d'anticipation », observe Luc Duquesnel, président des généralistes-CSMF.

« La situation est plus compliquée que lors de précédents mouvements sociaux », estime aussi le docteur Jean-Christophe Masseron, président de SOS-Médecins France. Le rythme des visites à domicile, « localement », s'en ressent déjà, alertent-ils. Un constat partagé par les syndicats de généralistes SML et MG France.

Sollicité, le ministère de la santé fait état de « difficultés réelles, mais localisées », donnant lieu à un « travail de liaison » avec les agences régionales de santé. Des listes de personnels prioritaires ont été établies, explique-t-on Avenue de Ségur, à Paris, et des listes de stations « réservées » ont été communiquées. On y rappelle, dans le même temps, que la gestion de la crise repose « essentiellement » sur les préfets.

Un « jeu de ping-pong » qui agace : « Cela fait une semaine qu'on donne l'alerte, insiste François Poulain, président de l'URPS-infirmiers en Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'enjeu, c'est la continuité des soins de patients que l'on visite, pour certains sept jours sur sept. Il ne faudrait pas que la seule solution qu'il nous reste, à défaut d'aller jusqu'à eux, soit de les orienter vers les services d'urgence. »

Une « solution ultime » que redoute aussi Christophe Minghetti, infirmier et président de l'URPS-infirmiers Île-de-France. « En trente ans d'exercice libéral, je



**« IL NE FAUDRAIT PAS
QUE LA SEULE SOLUTION,
À DÉFAUT D'ALLER
JUSQU'[AUX PATIENTS],
SOIT DE LES ORIENTER
VERS LES SERVICES
D'URGENCE »**

FRANÇOIS POULAIN

président de l'URPS-infirmiers
en Provence-Alpes-Côte d'Azur

n'ai jamais connu ça, déclare-t-il. Travailler ainsi, sélectionner les soins et opérer de facto un tri entre les patients, c'est un crève-cœur... et c'est aussi une prise de risque.»

Depuis quelques jours, les témoignages de personnels en première ligne se font entendre d'un bout à l'autre du territoire: des stations « fléchées » auxquelles ils finissent par accéder, mais qui sont « vides » ou fermées. Un système de « coupe-file » qui ne marche pas partout et génère des « frictions ».

« J'ai fait le plein d'essence ce week-end, mais je ne vais pas tenir longtemps sans mettre en péril ma

tournée, raconte Magali Florance, infirmière à Blois, syndiquée au Sniiil. J'ai déjà regroupé des secteurs d'intervention et modifié le planning. Mais si je ne remplis pas très vite le réservoir, je vais me retrouver en panne sèche. »

Pour éviter ce scénario, Patrick Lesoudard, infirmier dans l'Aisne, a pu compter sur la générosité d'une patiente qui lui a prêté sa voiture. « Tout le monde n'a pas cette chance », relève ce représentant de la FNI. Dans son département, il a le sentiment d'un « léger mieux » depuis quarante-huit heures, « en tout cas en zone urbaine ». En zone rurale, « ce n'est pas la même chanson », et il voit arriver le week-end avec une « certaine anxiété ».

Les « jours d'après », c'est aussi ce qui préoccupe les ambulanciers. « Pour l'heure, en dehors d'un blocage en Indre-et-Loire, j'ai encore peu de remontées, les collègues attendent longtemps à la pompe, mais assurent les transports, rapporte Vincent Juteau, vice-président de la Chambre nationale des services ambulanciers, un secteur qui regroupe plus de 5 300 entreprises. *Mais ils ne savent pas du tout vers quoi se projeter. » ■*

MATTEA BATTAGLIA

« Alertes » sur les transports scolaires

La pénurie de carburant est surveillée de près dans le domaine du transport scolaire, où l'on craint de ne plus pouvoir faire circuler le service de ramassage, notamment dans les zones périurbaines et rurales. Lundi 10 octobre, 3 000 écoliers et collégiens du sud de l'Essonne ont ainsi été touchés par un défaut d'approvisionnement de la société Les Cars bleus. Depuis, l'entreprise a « renouvelé son stock pour dix jours », selon Ile-de-France Mobilités, qui surveille désormais la situation autour de la ville de Provins (Seine-et-Marne), où le stock de carburant pour les transports scolaires et les bus de ville est faible.



Vous rêvez de rejoindre une école qui prépare les élèves venus d'horizons divers à devenir des citoyens du monde responsables et engagés ? Vous rêvez de travailler dans un environnement bienveillant, novateur, plurilingue et multiculturel, qui puise son énergie au coeur de New York City ?

Join our vibrant and dedicated faculty community !

Le Lycée Français de New York, homologué par l'Education Nationale de la Maternelle à la Terminale, recherche pour la rentrée 2023 :

> Primaire

Enseignant(e)s titulaires de l'enseignement public et de l'enseignement privé sous contrat

Professeur des Écoles.

Poste spécialisé

Professionnel possédant une formation et une qualification spécialisée dans l'intervention auprès d'élèves présentant des troubles de l'adaptation, troubles du développement psycho-affectif, troubles relationnels et troubles du comportement dans la classe et dans l'école plus largement de la petite section maternelle à la fin du cycle 3. Descriptif du poste en suivant le lien :

https://docs.google.com/document/d/1a6Rn3loCVRVQ3dZDlz7O_gR_anc27StYlp963dd0u8E

Enseignant(e) Français Langues Étrangères (FLE)

Dans le cadre de son programme d'intégration d'élèves non francophones en CP, le Lycée français de New York recrute un(e) Enseignant(e) Français Langues Étrangères. Le/la candidat/e doit être titulaire d'un diplôme d'enseignement de Français Langue Étrangère et faire preuve d'expérience dans l'enseignement à un public de jeunes élèves non-francophones. Il/ elle devra assurer le suivi de chaque élève pour garantir un progrès individualisé dans la maîtrise de la langue française et communiquer avec les professeurs de classe pour définir les besoins en termes de vocabulaire, de grammaire et de connaissances culturelles.

L'enseignant/e devra évaluer le niveau initial de langue de chaque élève et proposer des activités en lien avec les progressions établies par les autres professeurs de CP. Il/elle proposera des enseignements en FLE portant sur l'acquisition des compétences du programme de CP.

Compétences du poste : - Animation de groupe - Capacité d'adaptation - Sens de l'organisation - Travail en équipe.

> Secondaire

Enseignants titulaires (certifiés ou agrégés) de l'enseignement public ou de l'enseignement privé dans toutes les disciplines.

Pour l'ensemble des postes à pourvoir un bon niveau d'anglais est souhaitable. Entretiens à Paris durant la semaine du 9 janvier 2023 pour candidats présélectionnés.

Faire acte de candidature via le lien www.lfny.org/hr/teaching2324 en complétant le formulaire en ligne et en téléchargeant les documents nécessaires: lettre de motivation, CV, rapports d'inspection.